

# LE TEMPS

---

portrait vendredi 21 septembre 2012

## «Rendre le monde meilleur, c'est un métier»

Par François Modoux

Le Prix 2012 de la Fondation pour Genève distingue en Ruth Dreifuss une «femme d'exception». Dépénalisation de la drogue, régularisation des sans-papiers, abolition de la peine de mort: après le Conseil fédéral, elle est restée cette militante exemplaire, tournée vers l'action, l'optimisme raisonné en bandoulière

Ruth Dreifuss est d'une rare constance. La modestie chevillée au corps, elle dit spontanément que cette distinction lui est «tombée dessus», comme tant de choses inattendues dans sa vie... La cérémonie, lundi 24 septembre au Victoria Hall, sera un grand moment de la vie publique genevoise. On fait confiance à la lauréate du Prix 2012 de la Fondation pour Genève pour délivrer un message d'espoir, inspiré de ses combats politiques tous tendus vers le même objectif: rendre le monde un peu plus juste, un peu moins brutal. Tout simplement meilleur.

Quand Ruth Dreifuss, 72 ans, raconte ses engagements, passés et présents, elle est intarissable. Ses récits, précis et riches d'anecdotes, respirent la sincérité et disent une espérance droite et forte, associée à un réflexe d'entraide. Sa disponibilité naturelle pour le plus faible, la victime de discrimination ou d'exclusion, au nom d'un humanisme porté fièrement en bandoulière, impressionne. En l'écoutant, comment ne pas songer à ce passage de la Torah (livre des Psaumes), qui invite à «ne pas abandonner le monde aux méchants»?

Ruth Dreifuss est ontologiquement militante. Sa trajectoire est tout entière tissée d'engagements vécus comme des services à la communauté: la coopération au développement, le syndicalisme, la grande politique au Conseil fédéral, et depuis dix ans l'engagement citoyen. Quand d'autres courent les salons ou les conseils d'administration, elle a cette liberté de prêter sa renommée d'ancienne présidente de la Confédération pour faire ce qu'elle a toujours fait: s'efforcer que les choses nécessaires soient rendues «aussi possibles que possible».

Les choses nécessaires? Ruth Dreifuss ne décide jamais de s'engager dans un domaine parce qu'il est porteur – populaire, médiatique, à la mode. C'est toujours un geste moral. L'acte réfléchi d'une femme de conviction, qui cherche d'abord à faire avancer la perception de ce qu'elle croit juste. C'est pourquoi elle ne conçoit le pouvoir que comme un levier pour faire progresser ses projets. A cet égard, elle est l'envers de l'autre grande politicienne genevoise, Micheline Calmy-Rey, qui met le pouvoir avant les convictions. Autre tempérament, autre culture politique.

Une fois sortie du Conseil fédéral, Ruth Dreifuss a embrassé deux principales causes, aussi difficiles qu'impopulaires: la dépénalisation de la drogue pour briser les mafias et les réseaux criminels; la régularisation des sans-papiers, ces travailleurs de l'ombre magnifiques de courage et d'obstination, qu'elle prend soin de distinguer des «migrants du désespoir et de l'ignorance» que sont ces jeunes hommes le plus souvent arrivés d'Afrique, laissés à eux-mêmes, rongés par la frustration et trop souvent aspirés dans la délinquance.

Moins connue mais plus noble encore est sa troisième grande bataille: elle milite aux côtés de l'avocat et ancien ministre français Robert Badinter pour l'abolition universelle de la peine de mort. «Il faut en finir enfin avec la négation la plus crasse du droit à la vie», souffle-t-elle. Avant de confier, dans un étrange mélange de fermeté et de douceur: «On peut y arriver, on va y arriver!»

Inverser la logique répressive pour placer l'approche de santé publique au cœur de la politique de la drogue est l'engagement auquel elle consacre aujourd'hui le plus de temps et d'énergie. Membre de cercles internationaux réunissant des experts et d'anciens ministres ou chefs d'Etat qui en ont fait leur combat, elle s'engage avec ses convictions forgées au fil de son expérience de conseillère fédérale.

A ce stade de la discussion, sa voix devient plus grave pour rappeler qu'elle avait empoigné, «sans préjugé ni opinion tranchée», la lourde responsabilité de la politique suisse de la drogue et du sida au moment critique des scènes ouvertes. Sa visite au Letten, la scène zurichoise sur laquelle la police avait perdu le contrôle, reste un souvenir «effrayant». Mais ce fut aussi le déclic: «Il fallait proposer autre chose. Tendre la main aux toxicomanes, leur offrir une aide médicale, condition pour recréer du lien social.» Ce fut l'amorce d'une expérience pionnière. La Suisse, souligne Ruth Dreifuss, peut être «fière» de ce qu'elle a réalisé en créant les conditions qui rendent possible la survie des toxicomanes et prépare leur réinsertion. Elle le répète partout où elle est invitée comme membre de la Global Commission on Drug Politics: «Sauver des vies est plus important que tout. Le seul toxicomane qui a une chance de s'en sortir est le toxicomane vivant.» L'autre leçon du terrain, bien plus difficile à faire accepter, est que la guerre contre la drogue est déjà perdue: «La prohibition, c'est le triomphe du crime organisé, avec des effets collatéraux désastreux.»

«Le pessimiste se condamne à l'inaction», a écrit le poète Goethe. A l'inverse, espérer c'est refuser de s'en remettre à la fatalité, et donc agir. Comme quand elle plaidait pour l'égalité des salaires hommes-femmes, défendait l'assurance maladie pour tous, ou bataillait pour créer enfin une assurance maternité, Ruth Dreifuss aborde les nouveaux obstacles avec détermination et méthode. Meticuleuse, elle avance ses pions, un pied devant l'autre, confiante dans les institutions et la rationalité des acteurs politiques. Progresser millimètre par millimètre satisfait son ambition réformiste. «J'ai la rage de comprendre et de persuader. Et je ne me donne jamais pour battue.»

L'appel à l'indignation de son ami Stéphane Hessel lui inspire ce commentaire réservé: «L'indignation peut comprendre le désespoir, ce n'est pas moi. Il ne faut pas que l'indignation vous mange le courage... Je veux croire que le mieux est possible.» Certes, reconnaît-elle, il faut pousser un coup de gueule ou taper sur la table quand le dialogue est rompu; cela peut aider à débloquer une situation désespérée. Elle met toutefois en garde contre le désenchantement qui pousse à disqualifier la politique et ses acteurs. «La société civile est un puissant aiguillon, mais la politique reste le principal levier des changements, le terrain privilégié où s'élaborent les solutions raisonnables.»

Expliquer, convaincre, persuader; ce qui suppose écouter son adversaire pour débusquer la faille, s'y glisser et exploiter les plus infimes marges de manœuvre: la méthode de Ruth Dreifuss n'est peut-être pas spectaculaire, mais elle a pour elle une rigueur et une honnêteté jamais démenties. Il faut parfois y ajouter de la ruse. Ce n'est sans doute pas son premier atout, mais elle sait en jouer. Elle rappelle avec malice ces moments délicieux où, manœuvrant face aux commissions du parlement, elle leur arrachait une percée que le Conseil fédéral lui avait refusée.

Ceux qui la sous-estiment, la jugeant idéaliste ou naïve, se trompent. Elle n'est pas l'avocate des causes perdues. Mais elle inscrit son action dans un horizon lointain. Avancer en connaissance de cause, c'est choisir de plonger «les mains dans le cambouis»; c'est aussi savoir lever le nez du guidon, s'affranchir de l'actualité immédiate, empoigner un sujet à la racine, le pénétrer dans sa complexité, se méfier des fausses bonnes idées, des bonnes intentions sans lendemain.

«Empêcher le pire, favoriser le mieux, c'est un métier», lance Ruth Dreifuss, un sourire entendu. Qu'a-t-elle appris au fil des aventures, à l'épreuve du pouvoir? «J'ai développé une philosophie politique inspirée du serment d'Hippocrate: agir et ne pas nuire.» Elle s'en explique longuement: une politique publique n'est crédible que si elle porte attention aux effets réels de sa mise en œuvre. De ce principe découle une exigence d'évaluation, pas encore assez répandue, regrette-t-elle.

Ruth Dreifuss est tellement militante qu'on est parfois saisi de vertige face à la profondeur du phénomène. Bien le comprendre revient à la saisir, elle. Il faut remonter aux racines, à l'enfance chamboulée par la guerre. Naissance en 1940, de parents juifs établis en Suisse orientale, proche de la frontière avec l'Allemagne nazie. Elle a 5 ans quand les Dreifuss s'installent à Genève, en quête de sécurité.

Avec la peur de la Shoah, le scénario d'une guerre nucléaire planétaire est l'autre menace régulièrement discutée à la table familiale. Ce sentiment de menace de l'humain sur l'humain forge son identité dès l'adolescence. Son désir d'agir pour plus de justice, plus d'humanité, naît précisément dans le melting-pot genevois, la ville des Nations unies et du CICR, des Conventions de Genève qui contiennent les règles essentielles fixant des limites à la barbarie de la guerre afin d'en protéger les civils.

Genève à qui elle doit tant. Elle évoque, pêle-mêle, ses premières «émotions civiques et amoureuses»; les programmes éducatifs de l'ère Chavannes; le collège du soir pour rattraper une scolarité maussade et une orientation précoce, typiquement féminine, vers le travail de secrétariat; la petite bourse qui l'aidera à mener des études en sciences économiques, mention mathématique.

Installée depuis quinze ans dans le quartier bigarré des Pâquis, Ruth Dreifuss s'énerve des discours excessifs de ceux qui le comparent au Bronx. Le trafic de drogue et la prostitution génèrent une violence qu'elle ne nie pas et qui la peine spécialement quand les victimes en sont des personnes faibles, spécialement des retraités. Mais pas de quoi dramatiser: «Ce n'est pas un ghetto, laissé à l'abandon et proche de l'explosion!» Fidèle à ses valeurs, elle invite à prendre un peu de hauteur: «Je fais confiance à la Suisse pour sa capacité à intégrer et à gérer ces problèmes. Je suis assez optimiste.»